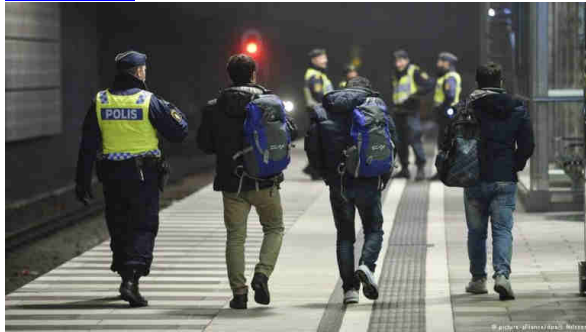


## **20250514 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/64546/la-suede-annonce-allouer-plus-de-9-millions-deuros-pour-accelerer-les-retours-de-migrants-dans-leur-pays-dorigine>

### Actualités



En 2016, la police suédoise escorte des demandeurs d'asile hors d'un train près de Malmö. Crédit: Picture alliance

## **La Suède annonce allouer plus de 9 millions d'euros pour accélérer les retours de migrants dans leur pays d'origine**

Par [Clémence Cluzel](#)

Dans un communiqué du 13 mai, le gouvernement suédois a indiqué renforcer son soutien à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) afin d'augmenter les retours des migrants présents dans le pays mais aussi dans l'Union européenne. Plus de 9 millions d'euros vont être alloués par la Suède à l'agence onusienne.

Le sujet de l'immigration irrégulière occupe de nouveau le devant de la scène en Suède. Mardi 13 mai, le gouvernement suédois a indiqué renforcer son soutien à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en lui allouant 9,2 millions d'euros pour accélérer les retours de migrants présents sur son territoire mais aussi au sein de l'Union européenne (UE).

Cette aide financière doit contribuer à "lutter contre la migration irrégulière depuis l'Irak, la Somalie, l'Ouzbékistan et la Tunisie" renseigne le communiqué.

Une autre partie de la somme servira à "renforcer les conditions de retour vers la Syrie et lutter contre la traite des êtres humains en Ukraine", précise le document. Le ministre des Migrations, Johan Forssell, a réaffirmé le soutien de Stockholm à l'Ukraine et a précisé que l'argent permettra également de "contrer et fournir de l'aide à ceux qui ont été victimes de la traite des êtres humains pendant l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie".

Ces [programmes d'"aide au retour volontaire" \(AVR\)](#) sont mis en place et soutenus par l'OIM dans plus de 100 pays. L'agence onusienne "ne facilite ni ne met en œuvre les expulsions (et) n'intervient qu'une fois qu'une personne a donné son consentement éclairé pour recevoir de l'aide", assure-t-elle dans un communiqué daté du 12 mai.

## **Une myriade de mesures pour réduire l'immigration**

Cette nouvelle annonce n'est qu'une énième mesure du gouvernement, désireux de freiner l'immigration dans le pays. Depuis une dizaine d'années, les restrictions adoptées par les

autorités suédoises à l'encontre des personnes exilées et étrangères sur le territoire scandinave sont de plus en plus sévères.

Pour inciter les migrants à regagner leur pays d'origine, elles avaient annoncé le 12 septembre 2024 vouloir [tripler le montant de l'aide au retour "volontaire"](#). Actuellement de 10 000 couronnes (environ 920 euros), celle-ci devrait grimper à 350 000 couronnes (30 000 euros) pour un adulte. Très critiquée, la mesure doit malgré tout entrer en vigueur en 2026. D'autres pays européens proposent également une aide financière au retour : de plus de 13 000 euros au Danemark, d'environ 1 300 euros en Norvège et jusqu'à 2 500 euros en France.

En avril dernier, les autorités avaient fait part de leur volonté d'[introduire dans la législation un critère de "conduite honnête" aux migrants](#), sous peine de voir révoquer ou refuser leur titre de séjour. Déjà, un projet de loi annoncé en janvier proposait de [conditionner l'obtention de la citoyenneté suédoise à une "bonne conduite"](#), une durée de séjour plus longue (huit ans contre cinq actuellement) et à la réussite d'un test de connaissances de la société et des valeurs suédoises ainsi qu'un examen de langue.

Dans cette même logique de durcissement des conditions d'accès des étrangers pour obtenir des titres de séjours, le gouvernement défendait en décembre dernier un [projet pour limiter la possibilité des demandeurs d'asile déboutés de déposer une nouvelle demande](#), sans avoir auparavant quitté le pays.

Une autre proposition avait suscité un tollé dans le pays en mai 2024 : la coalition au pouvoir avait proposé une [loi visant à obliger les travailleurs du secteur public à dénoncer aux autorités les personnes sans-papiers](#) avec lesquelles ils sont en contact. La mesure, jugée raciste et discriminatoire, s'était cependant heurtée à une très forte opposition au sein des services publics, qui avait appelé à la "désobéissance civile".

*A lire aussi*

[La Suède ferme ses portes aux immigrés](#)

Souhaitant privilégier l'immigration d'une "main-d'œuvre étrangère qualifiée et hautement qualifiée" comme le déclarait l'ancienne ministre des Migrations en février 2024, Stockholm souhaite également [relever le plafond de salaire minimum requis pour les travailleurs non-européens dans l'obtention d'un visa de travail](#). Ils devront désormais prouver qu'ils gagnent plus de 34 200 couronnes (3 000 euros) contre 27 360 couronnes (2 400 euros) actuellement.

## **La Suède ferme ses portes aux immigrés**

Réputée accueillante pour les demandeurs d'asile depuis les années 1990, la Suède a permis à un grand nombre de personnes en provenance de régions en proie à des conflits, notamment d'ex-Yougoslavie, de Syrie, d'Afghanistan, de Somalie, d'Iran et d'Irak, de vivre sur son territoire. En 2015, le pays connaît un afflux de réfugiés syriens fuyant le régime d'Assad. Sur cette seule année, la Suède a accueilli plus 160 000 demandeurs d'asile, soit le taux d'accueil le plus élevé par habitant dans l'Union européenne.

*A lire aussi*

[Ces pays de l'UE, réputés accueillants en 2015, qui ont durci leur politique migratoire](#)

Mais ces arrivées massives marquent aussi un tournant. Le gouvernement social-démocrate de l'époque déclare alors qu'il n'est plus en mesure de poursuivre sa "politique de la porte ouverte". Depuis, les gouvernements successifs s'emploient à freiner les arrivées de migrants dans le pays.

L'arrivée au pouvoir en 2022 d'un bloc qui regroupe modérés, conservateurs et obtient le soutien du parti d'extrême droite anti-immigration, les Démocrates de Suède, opère un virage radical dans la politique migratoire suédoise. "Il est temps de faire passer la Suède d'abord", déclarait à cette période Jimmie Akesson, le leader des Démocrates de Suède.

Devenue l'une des nations européennes les plus strictes en la matière, la Suède peine à intégrer un grand nombre des nouveaux arrivants. En 2024, [le nombre de migrants ayant obtenu l'asile en Suède a atteint le niveau le plus bas depuis 40 ans](#). L'an dernier, un peu plus de 6 000 permis de séjour pour l'asile ont été accordés dans le pays scandinave.

"Aujourd'hui, trois personnes sur quatre qui demandent l'asile en Suède ne sont pas considérées comme ayant des motifs suffisants pour obtenir un permis de séjour. Elles ne sont donc pas des réfugiées et doivent rentrer chez elles", a déclaré le ministre Johan Forssell.

La Suède [a ainsi été l'un des premiers pays à annoncer la suspension des demandes d'asile](#) pour les Syriens après la chute de Bachar al-Assad en décembre dernier.